

Qui s'oppose au pôle de développement?

LA TÈNE Qu'est-ce qui unit Extinction Rebellion, la Grève du climat, Solidarités, les Verts et l'UDC? La sauvegarde d'une terre agricole fertile de grande qualité appelée à accueillir un pôle de développement économique.

PAR FLORENCE VEYA@ARCINFO.CH

Extinction Rebellion (XR), la Grève du climat, le mouvement La Tène en transition, Solidarités, les Verts de La Tène et l'UDC tirant sur la même corde? Il y a de quoi s'étonner. Et pourtant, ces acteurs défendent une cause commune: empêcher la création d'un pôle de développement économique à La Tène, au nord d'Epagnier. Pour y voir plus clair, «Arcinfo» les a rencontrés dans le froid sur les terrains qu'ils défendent. Ces mouvements citoyens et partis politiques ont tous, dans le viseur, la sauvegarde de 24 hectares de terrains agricoles. Classées en catégorie A par la Confédération, ces surfaces d'assolement sont d'une rare qualité.

L'association La Tène en transition compte aujourd'hui près de 300 sympathisants. Ingénieurs, informaticiens, biologistes, infirmières, enseignants ou retraités...

Culture productive, permaculture ou activités artisanales, chacun brandit ses arguments pour éviter le changement d'affectation et, évidemment, les nuances idéologiques existent. Néanmoins, tous poursuivent un même objectif: conserver des sols de qualité pour assurer une partie de l'alimentation des Neuchâtelois. Et, pour certains, plus spécifiquement encore, préserver à tout prix les milieux naturels. Ce projet a été présenté en 2018 à la population et vise à créer 3000 emplois et un éco-quartier pouvant accueillir jusqu'à 500 habitants. Il a mobilisé une poignée d'habitants de la commune qui estiment qu'actuellement «l'économie ne peut plus se faire aux dépens de l'écologie et des limites planétaires».

A la suite de la mise à l'enquête du projet, durant les vacances d'été 2021, des citoyens, concernés par la sauvegarde des dernières terres de valeur de la commune se sont rassemblés pour créer le mouvement La Tène en transition. Leur but: faire valoir leurs arguments pour préserver ces terres censées être réservées pour «les temps de crise».



Quelques membres de La Tène en transition dans les champs menacés. Au moment où la photo a été prise, un lièvre gambadait derrière eux... CHRISTIAN GALLEY

Cette association compte aujourd'hui près de 300 sympathisants. Ingénieurs, informaticiens, biologistes, infirmières, enseignants ou retraités, ils sont de tous âges et de tout bord. «Certains sont même domiciliés dans d'autres communes, voire d'autres cantons», se réjouit sa présidente, Sylvie Perrin Amstutz. «Nous souhaitons que ces terres reviennent à des agriculteurs ou agricultrices, voire des maraîchers et maraîchères motivés à cultiver des aliments qui valorisent à la fois les écosystèmes et la production alimentaire locale.»

Des milliers de voitures chaque jour

Après une manifestation en février 2022 et dans l'attente d'une réponse du Conseil d'Etat à leur opposition collective, où en sont-ils? «Nous consolidons notre défense en mandatant plusieurs experts externes qui évaluent les données actuelles des enjeux face à ce projet con-

“ Nous sommes très encouragés par le soutien reçu de toute part et déterminés à aller jusqu'au Tribunal fédéral.”

SYLVIE PERRIN AMSTUTZ
PRÉSIDENTE DE LA TÈNE EN TRANSITION

passé. Il n'intègre pas les changements qu'induit la crise climatique et environnementale en cours», explique la présidente de La Tène en transition. Selon eux, les arguments ne manquent pas. En plus du besoin en terre nourricière, «il faut aussi, par exemple, imaginer ce que pourraient engendrer les milliers de voitures qui circuleraient chaque jour dans

le secteur», relève un membre de l'association. Glissant que les milliers d'employés attendus ne viendraient pas forcément tous de la région. A entendre les opposants, pour un village qui compte déjà 3000 emplois pour 5000 habitants, «ce projet est celui de trop».

«Un symbole du passé»

«Ce pôle, imaginé il y a une

quinzaine d'années, n'est plus, en l'état, qu'un symbole du passé.» Sylvie Perrin Amstutz conclut: «Le temps est en train de nous donner raison. Nous sommes très encouragés par le soutien reçu de toute part et déterminés à aller jusqu'au Tribunal fédéral s'il le faut.»

Infos sur

<https://lateneentransition.com>

Les pôles économiques: une histoire vieille de quinze ans

En 2007 déjà, le Conseil d'Etat lançait l'idée de développer des pôles de développement économique afin d'accueillir dans le canton «des entreprises innovantes à haute valeur ajoutée». Dans un premier temps, ils étaient prévus sur le plateau de Boudry et au Crêt-du-Loche. En 2018, un troisième pôle, à La Tène, était présenté à la population. Réalisé en plusieurs étapes, il devrait compter, à l'horizon 2040, quelque 3000 emplois et 550 habitants. Situé à proximité de la gare BLS, au sud de la N5 et dans le prolongement d'une ligne de bus, son emplacement a été jugé idéal.

Mais voir disparaître 24 hectares de terres agricoles classées en catégorie A par la Confédération n'a pas plu à tout le monde. Un mouvement citoyen, La Tène en transition est né pour s'opposer à ce projet. Après une séance de conciliation qui s'est avérée infructueuse, l'association reste dans l'attente, depuis juillet 2021, d'une réponse des autorités cantonales suite à son opposition collective. Sur le plan politique, l'UDC a réclamé, en septembre 2022 devant le Grand Conseil, un moratoire de cinq ans sur ce projet de développement, «afin d'étudier des pistes plus intéressantes.»

Cette requête a été refusée. Néanmoins, le groupe socialiste a sollicité un rapport détaillé qui documentera notamment les aspects écologiques, économiques, territoriaux et de sécurité alimentaire du projet, par le biais d'un amendement. Pour l'heure, le projet est donc en suspens et cette situation inquiète Laurent Favre, conseiller d'Etat chargé de l'aménagement du territoire. «Le temps de reprendre la procédure et de traiter les oppositions, de nombreuses entreprises auront préféré s'implanter dans d'autres cantons.»

UDC NEUCHÂTELOISE «DES TERRES INDISPENSABLES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE»



Quentin Geiser, député UDC et agriculteur (à gauche), et Niels Rosselet-Christ, président du groupe des députés UDC. FLORENCE VEVA

C'est aussi la qualité de ce terrain qui motive l'UDC neuchâteloise à plaider contre un développement économique à cet endroit-là. Il demande carrément de geler le projet durant cinq ans. Niels Rosselet-Christ, président du groupe parlementaire UDC, et Quentin Geiser, député et agriculteur à Lignièrès, rappellent l'importance de ces terres pour une culture productive «indispensable à la sécurité alimentaire». Ils mettent en avant la situation politique mondiale actuelle, après le Covid, «période où les gens se ruiaient dans les magasins pour s'approvisionner». Nullement opposés au développement de l'industrie, ils évoquent plutôt le nombre de friches qui pourraient être revalorisées. «Mais construire coûte moins cher que démolir.» Surtout quand les sols doivent être assainis. Quentin Geiser poursuit: «L'Etat nous promet 78 hectares en compensation de ces 24 hectares. Mais des terrains en plaine n'ont rien à voir avec d'autres situés dans les Montagnes ou dans les Vallées.» Quant au projet d'écoquartier, les deux membres de l'UDC l'estiment inutile. «Il y a suffisamment de logements pour peu que les autorités cessent de mettre les bâtons dans les roues des propriétaires qui veulent rénover et densifier leurs bâtiments existants.» Leur conclusion? «Le béton, ça ne se mange pas!»



Des terrains en plaine n'ont rien à voir avec d'autres situés dans les Montagnes ou dans les Vallées.»

QUENTIN GEISER
DÉPUTÉ UDC ET AGRICULTEUR À LIGNIÈRES

ROBIN AUGSBURGER, MILITANT DE LA GRÈVE DU CLIMAT «ON VA STOPPER CE PROJET!»

L'été dernier, Extinction Rebellion (XR) et la Grève du climat, soutenus par Solidarités, ont mené une campagne d'affichage avec pour thème «Qui sème le béton crèvera la dalle». Ils ont collé 800 affiches à travers le canton, dont 500 en ville de Neuchâtel. Dans leurs combats respectifs, ces deux mouvements écologistes, comme ils se qualifient, n'ont pas systématiquement les mêmes revendications et n'agissent pas forcément sur le même terrain. Mais dans le cas de La Tène, ils marchent main dans la main. Deux militants, Robin Augsburgers pour la Grève du climat et Thierry (prénom d'emprunt) pour XR clament en chœur: «Là, il y a urgence!». «Vu l'ampleur de leur projet de pôle de développement, pourquoi les autorités ne l'envisagent-elles pas sur des terrains en friche? Il y en a assez à travers le canton!», s'insurge Thierry. «On veut aider l'agriculture. Cette affirmation, on l'entend souvent mais qui sont ces 'on'?», s'interroge Robin Augsburgers. «Nous avons besoin d'acteurs motivés et qui ont du poids. Et côté politique locale, seuls deux partis, de prime abord aux antipodes l'un de l'autre, Solidarités et l'UDC ont pris position.» Thierry poursuit. «Il ne faut plus sacrifier de terres. Quand on pense au nombre de jeunes qui rêvent de se lancer dans la permaculture, c'est inacceptable. Si tous ceux qui s'y opposent s'allient, on va le stopper ce projet!»



Robin Augsburgers, militant de la Grève du climat. DAVID MARCHON

VINCENT STORRER, MEMBRE DES VERT-E-S DE LA TÈNE «CE PROJET N'EST PLUS EN PHASE AVEC LES ENJEUX ACTUELS»



Vincent Storrer, membre du groupe des Vert-e-s de La Tène. CHRISTIAN GALLEY

Les Vert-e-s de la Tène qualifient «d'une envergure surdimensionnée», ce projet visant à «sacrifier sur l'autel de l'économie industrielle» 24 hectares de terres agricoles. Cela au profit d'entreprises prétendant à «haute valeur ajoutée». Les Vert-e-s s'interrogent. «Quelle est la nature exacte de ces entreprises?» Quant à leurs employé(e)s, est-ce qu'ils viendront de la région? Ou est-ce qu'il s'agira de travailleurs venus d'ailleurs, qui plus est en voiture, alors que nous vivons une crise énergétique? Quant au projet d'écoquartier, Vincent Storrer, coprésident des Vert-e-s de La Tène, dénonce: «On parle de quelque 500 nouveaux habitants alors qu'il n'y a déjà plus de place chez les médecins ni dans les crèches. Alors sacrifier des terrains d'une telle qualité est d'autant plus inadmissible.» Et de souligner le point de vue de quasiment tous les opposants. «Vieux de 15 ans, ce projet n'est plus du tout en phase avec les enjeux actuels.» Endossant son rôle de conseiller général, il ajoute. «Il s'agira d'être prudent sur les rapports que l'on nous soumettra au vote. Car la mise en place de ce projet risque de ressembler à un puzzle.»

FERNAND CUCHE, ANCIEN CONSEILLER D'ÉTAT «J'AI VALIDÉ CES PÔLES, MAIS J'AI REVU MA POSITION»



Fernand Cuche sur les terres à défendre en février 2022. ARCHIVES LUCAS VUITEL

Ancien conseiller d'Etat et agriculteur retraité, Fernand Cuche s'est joint à La Tène en transition, non sans avoir auparavant mené une réflexion plus personnelle. Il reconnaît avoir validé ces pôles de développement lorsqu'il était encore politicien. Mais le rythme auquel les choses ont évolué lui a fait revoir sa position. «Deux paramètres principaux ont changé depuis. Le dérèglement climatique, qui engendre une difficulté pour la population à se ravitailler. Et le développement de l'industrie qui, paradoxalement, nous détruit parce que la terre n'arrive plus à tout digérer.» En se concentrant sur La Tène, la question principale reste: «Qu'allons-nous faire de ces 24 hectares? Quelles perspectives

Qu'allons-nous faire de ces 24 hectares? Quelles perspectives pouvons-nous envisager quand on voit les problèmes en approvisionnement, de céréales notamment, qui peuvent survenir?»

FERNAND CUCHE
ANCIEN CONSEILLER D'ÉTAT
ET AGRICULTEUR RETRAITÉ

pouvons-nous envisager quand on voit les problèmes en approvisionnement, de céréales notamment, qui peuvent survenir?» Sur cette surface pourtant, Fernand Cuche n'envisage pas uniquement des cultures. Mais pourquoi pas l'implantation d'une station de déchets verts ou encore un lieu où travailler le bois? Il espère que l'utilisation de ces terrains donnera «l'image de ce qu'il faut faire demain». Ce qui, de surcroît, permettrait de créer des ponts entre les générations. «De plus en plus de jeunes s'interrogent quant à l'avenir de notre biodiversité.» Fernand Cuche aspire à faire mentir la maxime: «Je consomme donc je suis.» Selon lui, elle a supplanté celle-là: «Je pense donc je suis.»